



CHAPITRE 41

Loi modifiant de nouveau la Charte de la Ville de Montréal

[Sanctionnée le 19 décembre 1980]

Préam-
bule.

ATTENDU que la Ville de Montréal a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 102 des lois de 1959-1960, soit modifiée;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1959-60,
c. 102,
a. 97a,
mod.

1. L'article 97a de la Charte de la Ville de Montréal (1959-1960, c. 102), édicté par l'article 7 du chapitre 96 des lois de 1971, est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

Signature
de docu-
ments.

«Le conseil, ou le comité exécutif dans les limites de sa compétence, peut toutefois autoriser un directeur de service à signer, au nom de la ville, certains documents dont il détermine la nature par résolution.».

1959-60,
c. 102,
a. 106,
mod.

2. L'article 106 de cette charte, modifié par l'article 15 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), par l'article 10 du chapitre 96 des lois de 1971 et par l'article 14 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau modifié:

a) par l'addition, à la fin du paragraphe *q*, de ce qui suit:

«autoriser le directeur du service intéressé à vendre aux enchères publiques tout bien meuble corporel, quelle qu'en soit la valeur;»;

b) par l'addition du paragraphe suivant:

«s) autoriser le directeur du service intéressé à interrompre la circulation dans les rues pendant que des travaux y sont exécutés ou pour toute autre fin que le comité exécutif juge utile.».

1959-60,
c. 102,
a. 131a,
rempl.

3. L'article 131a de cette charte, édicté par l'article 13 du chapitre 96 des lois de 1971, est remplacé par le suivant:

Dépôt
d'exem-
plaire
de décl-
ARATION.

«**131a.** 1. Un exemplaire de la déclaration en duplicata prévue à l'article 3 de la Loi sur la preuve photographique de documents (L.R.Q. c. P-22) lorsqu'il s'agit de documents en la possession de la ville, est déposé dans les archives du service de la ville qui en a la garde et l'autre exemplaire est déposé dans les archives sous la garde du greffier de la ville au lieu de l'être à l'étude d'un notaire.

Admissi-
bilité en
preuve.

2. Est admis en preuve avec le même effet et suivant le deuxième alinéa de l'article 4 de cette loi tout extrait ou copie de la déclaration déposée dans les archives sous la garde du greffier de la ville ou du greffier de la cour municipale, s'il s'agit de documents faisant partie des dossiers de cette cour, et certifié conforme.

Destruc-
tion après
repro-
duction.

3. Pour les fins de l'application de cette loi, tout document, livre ou registre émanant de la ville ou faisant partie de ses archives peut, nonobstant le délai prévu par le paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 2 de cette loi, être détruit dès qu'il a été reproduit.

Méthodes
de repro-
duction et
de des-
truction.

4. Dans le cadre de la Loi sur la preuve photographique de documents (L.R.Q., c. P-22), le comité exécutif peut, par résolution, déterminer la méthode de reproduction, le type d'appareils à être utilisés et la procédure qui doit être suivie pour la reproduction et la destruction de documents en vertu du présent article.».

1959-60,
c. 102,
a. 172a,
mod.

4. L'article 172a de cette charte, édicté par l'article 16 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), modifié par l'article 3 du chapitre 90 des lois de 1968, l'article 15 du chapitre 96 des lois de 1971 et l'article 3 du chapitre 76 des lois de 1972, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *i* par le suivant:

«*i*) une commission scolaire, une institution d'enseignement ou une municipalité.».

1959-60,
c. 102,
a. 212,
mod.

5. L'article 212 de cette charte, remplacé par l'article 15 du chapitre 70 des lois de 1970 et modifié par l'article 13 du chapitre 77 des lois de 1973, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant:

Dépôt des
demandes
de modifi-
cations.

«**212.** 1. Quiconque désire faire apporter des modifications à la liste peut les déposer au bureau du vice-président du district concerné, à compter du cinquante-quatrième jour avant celui du scrutin, de neuf heures à dix-sept heures chaque jour à l'exception du samedi et du dimanche. Dans le cas des demandes en correction, elles peuvent être déposées jusqu'au dernier jour de la période de révision. Toutefois, les demandes en inscription ou en

radiation doivent être déposées au plus tard le vingt-sixième jour avant celui du scrutin.».

1959-60,
c. 102,
a. 303,
remp.

6. L'article 303 de cette charte, remplacé par l'article 18 du chapitre 86 des lois de 1966-1967, est de nouveau remplacé par le suivant:

Vérifica-
tion de
l'identité
de
l'électeur.

«**303.** Tout électeur qui se présente pour voter doit s'identifier par l'un des moyens suivants: sa carte d'identité émise par la ville, son certificat de citoyenneté, son passeport canadien, sa carte d'assurance sociale, sa carte de la Régie de l'assurance-maladie, sa carte autobus-métro, son permis de conduire, l'avis mentionné au paragraphe *a* de l'article 281 ou par la formule 22B. Dans ce dernier cas, le scrutateur ne peut lui remettre un bulletin de vote qu'en échange de cette formule dûment remplie et signée.».

1959-60,
c. 102,
a. 454,
mod.
Exception.

7. L'article 454 de cette charte est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

«Cette formalité ne s'applique toutefois pas à un règlement qui impose déjà une taxe spéciale en vertu de la section 3 du chapitre I du titre XI, sauf pour la partie de ce règlement qui a pour objet de modifier le montant des taxes déjà imposées ou d'en imposer de nouvelles.».

1959-60,
c. 102,
a. 521,
mod.

8. L'article 521 de cette charte, modifié par l'article 148 du chapitre 55 des lois de 1972, par l'article 46 du chapitre 77 des lois de 1977 et par l'article 9 du chapitre 40 des lois de 1980, est de nouveau modifié par l'insertion, après le premier alinéa du paragraphe 34°, des alinéas suivants:

Appli-
cation.

«Sous réserve des troisième, quatrième et cinquième alinéas, un règlement adopté en vertu du présent paragraphe est obligatoire à l'égard de tous les parcs de stationnement qu'il vise, y compris les parcs de stationnement existants lors de son entrée en vigueur.

Délai
d'exécu-
tion.

Le propriétaire et l'occupant d'un parc de stationnement existant ont un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du règlement, ou tout autre délai supplémentaire édicté par le conseil, pour se conformer à une nouvelle norme.

Marge de
recul.

De plus, une norme d'aménagement imposant une marge de recul qui n'est pas déjà prescrite par un règlement de zonage ne s'applique à un parc de stationnement existant lors de l'entrée en vigueur de cette norme que jusqu'à concurrence du moindre d'un mètre de profondeur ou de 5% de la superficie de ce parc de stationnement.».

1959-60,
c. 102,
a. 552,
mod.

9. L'article 522 de cette charte, modifié par l'article 27 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, l'article 54 du chapitre 59 des lois de 1962, l'article 19 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session), l'article 9 du chapitre 71 des lois de 1964, l'article 23 du chapitre 86 des lois de 1966-1967, l'article 47 du chapitre 77 des lois de 1977, l'article 16 du chapitre 22 des lois de 1979 et l'article 465 du chapitre 72 des lois de 1979, est de nouveau modifié par la suppression des paragraphes 34° et 35°.

1959-60,
c. 102,
a. 524c, aj.

10. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 524b, du suivant:

Déclaration
relative à
l'aménagement
d'un stationnement.

«**524c.** Lorsque, pour satisfaire aux exigences d'un règlement, le requérant d'un permis de construction ou de modification projette d'aménager un nombre déterminé d'unités ou d'espaces de stationnement à l'extérieur ou dans un autre bâtiment, la ville peut exiger, préalablement à la délivrance de ce permis, que le requérant signe une déclaration à l'effet que l'immeuble qui doit être ainsi aménagé est assujéti à cet usage.

Enregistrement
de la
déclaration.

Cette déclaration se fait dans la forme et suivant les modalités que prescrit le comité exécutif et constitue, dès son enregistrement sur l'immeuble qui fait l'objet du permis et celui qui doit faire l'objet de cet aménagement, un droit réel grevant ce dernier immeuble en faveur de la ville. Ce droit réel ne peut être purgé par l'effet du décret.

Recours.

Si l'immeuble grevé cesse d'être conforme à la déclaration sans que la ville n'ait donné mainlevée de ce droit réel, la ville peut, après un avis de soixante jours aux propriétaires des immeubles sur lesquels ce droit est enregistré, exercer tous les recours à sa disposition.».

1959-60,
c. 102,
a. 543b, aj.

11. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 543a, de l'article suivant:

Délimitation
d'une zone
commerciale.

«**543b.** Le conseil peut, par règlement, définir les limites d'une zone commerciale à l'intérieur de laquelle peut être formé un seul district commercial comprenant au moins cinquante places d'affaires et plus de 50% des places d'affaires de cette zone et prévoir la constitution d'une société d'initiative et de développement ayant compétence dans ce district.

Droits et
obligations
d'une
société
d'initiative
et de développement.

Dans la poursuite de ses objets constitutifs, cette société a les droits, privilèges et obligations d'une corporation au sens du code civil et de la partie III de la Loi sur les compagnies. Elle peut, notamment, promouvoir le développement économique du district, établir des services communs à l'intention de ses membres et de leurs clients, opérer un commerce dans le district, construire et

gérer un garage ou un parc de stationnement et exécuter des travaux sur la propriété publique ou privée avec le consentement du propriétaire.

Demande
de
formation
d'une
société par
requête.

Une telle société peut être formée à la requête de cinq contribuables tenant une place d'affaires dans le district. Sur réception de cette requête, le comité exécutif ordonne au greffier d'expédier, sous recommandation postale, un avis à tous les contribuables payant une taxe d'affaires dans le district, les informant qu'un registre sera ouvert dans un local situé à l'intérieur du district ou à une distance d'au plus deux kilomètres du périmètre de ce district, afin de recevoir la signature des contribuables s'opposant à la formation de la société. Le registre est ouvert de 9 heures à 19 heures, le premier mardi qui suit l'expiration d'une période de quinze jours de l'envoi de l'avis ou, s'il s'agit d'un jour férié, le premier jour ouvrable qui suit. Le greffier joint à l'avis une indication des limites du district, le nom et l'adresse des contribuables à qui l'avis a été envoyé et le texte du présent article et de tout règlement s'y rapportant.

Rejet de la
requête.

Si plus de 50% des contribuables à qui l'avis a été adressé signent le registre, la requête est rejetée et une nouvelle requête ne peut être présentée avant l'expiration d'une période de six mois.

Accepta-
tion de la
requête.

Si moins de 33% des contribuables signent le registre, le conseil peut constituer la société par résolution.

Scrutin.

Si 33% ou plus mais pas plus de 50% des contribuables signent le registre, le greffier procède, de la manière prévue au troisième alinéa, à l'envoi d'un avis informant les contribuables de la tenue d'un scrutin dans les quatre-vingt-dix jours du dépôt de la requête. Les règles prévues pour la tenue du registre s'appliquent à la tenue du scrutin.

Constitu-
tion de la
société.

Si plus de 50% des contribuables ayant voté indiquent qu'ils y sont favorables, le conseil constitue la société par résolution. Dans le cas contraire, la requête est rejetée et une nouvelle requête ne peut être présentée avant l'expiration d'une période de six mois.

Avis.

La résolution constituant la société indique le nom sous lequel elle sera connue et le territoire du district où elle aura compétence. Avis de cette résolution est publié à la *Gazette officielle du Québec* et est expédié au ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières.

Conseil
d'adminis-
tration.

Tous les contribuables payant une taxe d'affaires dans le district ont un droit de vote et ils sont membres de la société. Le conseil d'administration est formé de neuf personnes dont sept sont élues par l'assemblée générale des membres parmi ces derniers et deux sont désignées, parmi les membres, par le comité exécutif.

Budget et financement. L'assemblée générale des membres choisit un vérificateur. À une assemblée convoquée spécialement à cette fin, elle adopte le budget de fonctionnement de la société ainsi que tout projet comportant des dépenses de nature capitale dont le financement pourra être effectué par emprunt avec l'autorisation de la ville. La ville peut, par règlement soumis à toutes les formalités d'un règlement d'emprunt, garantir le remboursement des emprunts contractés par la société.

Taxe d'affaires spéciale. Sur réception du budget de fonctionnement, le conseil peut l'approuver après s'être assuré que toutes les formalités ont été suivies pour son adoption et peut imposer, par règlement, à tous les contribuables payant une taxe d'affaires dans le district, une taxe d'affaires spéciale basée sur la valeur de chaque place d'affaires inscrite au rôle de la valeur locative lors de son dépôt et dont le produit est égal au revenu indiqué au budget comme provenant de cette source. Cette taxe est imposée à celui qui occupe un local le premier jour de l'exercice financier pour lequel le budget est déposé; elle est payable en un seul versement dans les trente jours qui suivent l'envoi du compte et elle n'est pas remboursable. Le conseil peut, aux fins de l'imposition de cette taxe, déterminer que la valeur locative d'un local n'excédera pas un pourcentage maximum de l'ensemble des valeurs locatives du district.

Modification des limites d'un district commercial. À la demande d'une société, le conseil peut, par règlement, modifier les limites d'un district commercial. Tous les contribuables payant une taxe d'affaires dans le district modifié sont consultés en suivant la procédure prévue au présent article pour déterminer si la compétence de la société sera étendue au district ainsi modifié.

Règlementation relative à la société. Sous réserve des dispositions du présent article, le règlement détermine les formalités à suivre pour la formation d'une société, sa composition, les responsabilités respectives de l'assemblée générale des membres et du conseil d'administration, les modalités d'établissement, d'imposition et de perception de la taxe spéciale et, de façon générale, toute matière relative au fonctionnement et à la dissolution de la société.»

1959-60, c. 102, a. 640, remp.
12. L'article 640 de cette charte, modifié par l'article 64 du chapitre 77 des lois de 1973, l'article 69 du chapitre 77 des lois de 1977, l'article 19 du chapitre 22 des lois de 1979 et l'article 26 du chapitre 40 des lois de 1980, est remplacé par le suivant:

Coût de construction des égouts. «**640.** La ville peut répartir entre les propriétaires riverains le coût de la construction des égouts. Cette répartition s'effectue dans la proportion du nombre de mètres de front de leurs immeubles respectifs, selon le taux déterminé par règlement, pour chaque exercice.»

1959-60,
c. 102,
aa. 642,
643, ab.

13. Les articles 642 et 643 de cette charte sont abrogés.

1959-60,
c. 102,
a. 669,
remp.

14. L'article 669 de cette charte, remplacé par l'article 36 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, l'article 10 du chapitre 76 des lois de 1972 et l'article 26 du chapitre 22 des lois de 1979, est de nouveau remplacé par le suivant:

Adoption
du budget
et des
projets de
règle-
ments.

«**669.** Le comité exécutif doit adopter, au plus tard le premier décembre de chaque année, le budget et les projets de règlement requis pour imposer les taxes de l'exercice suivant.».

1959-60,
c. 102,
a. 670,
mod.

15. L'article 670 de cette charte, modifié par l'article 37 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, par l'article 11 du chapitre 76 des lois de 1972 et par l'article 27 du chapitre 22 des lois de 1979, est modifié par le remplacement du paragraphe *a* du premier alinéa par le suivant:

«*a*) les projets de règlement adoptés en vertu de l'article 669;».

1959-60,
c. 102,
a. 672,
mod.
Ordre du
jour.

16. L'article 672 de cette charte est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Le greffier joint à l'ordre du jour de cette assemblée le détail des projets de règlement et du budget.».

1959-60,
c. 102,
a. 673,
mod.

17. L'article 673 de cette charte, modifié par l'article 75 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau modifié par la suppression, à la deuxième ligne, des mots «et résolutions».

1959-60,
c. 102,
a. 722,
mod.
Conclusion
d'une
entente
par un
directeur.

18. L'article 722 de cette charte est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

«Le conseil, ou le comité exécutif dans les limites de sa compétence, peut aussi autoriser un directeur de service à conclure une entente avec un tiers selon le mandat qu'il lui confie par résolution.».

1959-60,
c. 102,
a. 787b,
remp.

19. L'article 787b de cette charte, édicté par l'article 13 du chapitre 71 des lois de 1964 et remplacé par l'article 33 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), est de nouveau remplacé par le suivant:

Subvention
à la
restauration.

«**787b.** Le conseil peut, par règlement et aux conditions qu'il détermine, décréter que la ville accorde une subvention à la restauration d'une construction présentant un intérêt architectural, historique ou culturel.».

1959-60,
c. 102,
a. 787h,
remp.

20. L'article 787h de cette charte, édicté par l'article 40 du chapitre 40 des lois de 1980, est remplacé par le suivant:

Subvention
à la res-
tauration.

«**787h.** Le conseil peut, par règlement, aux conditions et dans les secteurs de la ville qu'il détermine, décréter que la ville accorde une subvention à la restauration de tout bâtiment utilisé à des fins commerciales ou industrielles.».

1959-60,
c. 102,
a. 888,
mod.

21. L'article 888 de cette charte, remplacé par l'article 73 du chapitre 59 des lois de 1962 et par l'article 38 du chapitre 70 des lois de 1963 (1^{re} session) et modifié par l'article 37 du chapitre 22 des lois de 1979, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Avis de
taxes dues.

«**888.** Le directeur des finances doit, avant le premier septembre de chaque année, préparer un avis à l'adresse du dernier propriétaire inscrit au rôle de perception pour chaque immeuble sur lequel des taxes foncières devenues exigibles dans un exercice antérieur sont encore impayées.».

1959-60,
c. 102,
a. 889,
mod.

22. L'article 889 de cette charte, remplacé par l'article 74 du chapitre 59 des lois de 1962, est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

Signifi-
cation.

«**889.** Avant que soit dressé l'état prévu à l'article 891, le directeur des finances fait signifier ou expédier, sous recommandation postale, cet avis au domicile ou à la place d'affaires du dernier propriétaire inscrit au rôle de perception.».

1959-60,
c. 102,
a. 964c,
remp.

23. L'article 964c de cette charte, édicté par l'article 45 du chapitre 40 des lois de 1980, est remplacé par le suivant:

Corpora-
tion sans
but
lucratif.

«**964c.** La ville est autorisée à demander la constitution de corporations sans but lucratif destinées à acquérir, rénover, restaurer, construire, vendre, louer ou administrer des immeubles résidentiels, industriels et commerciaux et à accorder des subventions à la construction, la restauration, la démolition et la relocalisation de ces immeubles.».

1959-60,
c. 102,
a. 964d,
mod.

24. L'article 964d de cette charte, édicté par l'article 45 du chapitre 40 des lois de 1980, est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

Sauve-
garde de
bâtiments.

«Cette corporation peut également, en tout endroit de la ville, veiller à la sauvegarde et à la restauration de bâtiments présentant un intérêt architectural, historique ou culturel.».

1959-60,
c. 102,
a. 964e,
mod.

25. L'article 964e de cette charte, édicté par l'article 45 du chapitre 40 des lois de 1980, est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, de l'alinéa suivant:

Territoire.

«Les corporations visées à l'article 964c ne peuvent rénover, restaurer ou construire des immeubles industriels ou commerciaux qu'à l'intérieur du territoire délimité dans les lettres patentes les constituant.».

1959-60,
c. 102,
a. 964g, aj.

26. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 964f, du suivant:

Taxes
exigibles.

«**964g.** Une corporation constituée en vertu des articles 964b, 964c ou 964d et qui possède ou administre un immeuble est tenue de payer à son égard toute taxe qui peut être exigée d'un propriétaire foncier dans la ville, à l'exclusion de toute surtaxe imposable en raison du montant de l'évaluation.».

1959-60,
c. 102,
a. 1015,
remp.

27. L'article 1015 de cette charte, remplacé par l'article 71 du chapitre 77 des lois de 1973 et par l'article 139 du chapitre 77 des lois de 1977 et modifié par l'article 45 du chapitre 22 des lois de 1979 et par l'article 46 du chapitre 40 des lois de 1980, est remplacé par le suivant:

Coût de
construc-
tion des
trottoirs.
Répar-
tition.

«**1015.** La ville peut répartir entre les propriétaires riverains le coût de la construction ou de l'entretien des trottoirs.

Lorsque le coût de la construction ou de l'entretien des trottoirs dans toutes rues, squares ou places publiques est mis à la charge des propriétaires riverains, il est réparti dans la proportion du nombre de mètres de front de leurs immeubles respectifs, selon le taux déterminé par règlement, pour chaque exercice.».

1959-60,
c. 102,
aa. 1015c,
1016,
1018a,
1018b,
1019,
1043a, ab.

28. Les articles 1015c, 1016, 1018a, 1018b, 1019 et 1043a de cette charte sont abrogés.

1959-60,
c. 102,
a. 1018,
remp.

29. L'article 1018 de cette charte, modifié par l'article 30 du chapitre 90 des lois de 1968, remplacé par l'article 74 du chapitre 77 des lois de 1973 et l'article 144 du chapitre 77 des lois de 1977 et modifié par l'article 49 du chapitre 22 des lois de 1979 et l'article 49 du chapitre 40 des lois de 1980, est remplacé par le suivant:

Coût de
construc-
tion des
pavages.

«**1018.** Le coût de la construction du pavage des rues, ruelles privées ou publiques et places publiques, peut être mis à la charge des propriétaires riverains, dans la proportion du nombre de mètres de front de leurs immeubles respectifs, selon le taux déterminé par règlement pour chaque exercice. Ce coût comprend toutes les dépenses relatives au pavage, notamment le nivellement, les drains, les regards d'égout, la bordure, le déplacement

Coût de
construc-
tion des
ruelles.

des poteaux, des prises d'eau et d'autres ouvrages. Il comprend également les frais d'études techniques, les frais d'inspection et de surveillance, et tous les frais généraux d'administration dans une proportion n'excédant pas dix pour cent du total des dépenses énumérées au présent article.

Dans le cas du pavage de ruelles, le coût comprend celui de l'éclairage et des conduits souterrains d'éclairage, et tous les travaux connexes.

Cotisation.

Le pavage n'est cotisable qu'une seule fois aux propriétaires riverains.».

1959-60,
c. 102,
a. 1043b,
remp.

30. L'article 1043b de cette charte, édicté par l'article 56 du chapitre 22 des lois de 1979, est remplacé par le suivant:

Part de
la ville.

«**1043b.** Toutes les dépenses relatives à une amélioration locale qui ne sont pas réparties entre les propriétaires riverains sont à la charge de la ville. Ces dépenses de même que la partie du coût d'une amélioration locale à être répartie entre les propriétaires riverains sont imputées sur les crédits disponibles d'un budget de fonctionnement ou d'un règlement d'emprunt.».

1959-60,
c. 102,
a. 1047,
mod.

31. L'article 1047 de cette charte, modifié par l'article 59 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, l'article 109 du chapitre 59 des lois de 1962, l'article 55 du chapitre 84 des lois de 1965 (1^{re} session), l'article 40 du chapitre 90 des lois de 1968, l'article 60 du chapitre 96 des lois de 1971 et l'article 158 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 8 par le suivant:

Entrée en
vigueur
du rôle.

«8. Les modifications apportées à un rôle deviennent en vigueur à la date, fixée par règlement, qui suit la date où telles modifications ont été faites par le directeur du service désigné par le comité exécutif, après qu'ont été observées toutes les dispositions des articles 1045 et 1048 concernant la préparation et l'entrée en vigueur du rôle, sous réserve de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 72) et des règlements adoptés en vertu de celle-ci.».

1959-60,
c. 102,
a. 1047.1,
aj.

32. Cette charte est modifiée par l'insertion, après l'article 1047, du suivant:

Prépara-
tion du
rôle de
répar-
tition.

«**1047.1** Lorsque le conseil peut prendre possession, conformément à la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., c. E-24), des immeubles, parties d'immeubles ou servitudes dont il a décrété l'expropriation, le rôle de répartition, prévu à l'article 1045, est préparé par le directeur du service désigné par le comité exécutif.».

1959-60,
c. 102,
a. 1048,
mod.

33. L'article 1048 de cette charte, modifié par l'article 159 du chapitre 77 des lois de 1977 et l'article 59 du chapitre 22 des lois de 1979, est de nouveau modifié par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant:

Décision.

«Le directeur du service désigné par le comité exécutif entend et décide sommairement et en dernier ressort les objections des contribuables, puis il signe le rôle, qui est dès lors réputé en vigueur. Les taxes qui y sont portées sont payables à la date, fixée par règlement, qui suit la date de cette signature, sous réserve de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 72) et des règlements adoptés en vertu de celle-ci.».

1959-60,
c. 102,
a. 1051,
remp.

34. L'article 1051 de cette charte, remplacé par l'article 161 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant:

Taxes
d'améliorations
locales.

«**1051.** Les taxes d'améliorations locales sont payables au comptant ou par annuités pendant une période n'excédant pas vingt ans.

Paiement.

Le comité exécutif peut décréter que des soldes à échoir de taxes d'améliorations locales seront répartis à l'avenir sous forme d'annuités pendant toute période n'excédant pas vingt ans à compter de la première date d'exigibilité.».

1959-60,
c. 102,
a. 1056,
remp.

35. L'article 1056 de cette charte est remplacé par le suivant:

Date
d'échéance
des taxes
foncières
spéciales.

«**1056.** Toute taxe foncière spéciale, y compris les taxes d'améliorations locales, sont payables à une date fixée par règlement et postérieure à leur imposition. Dans le cas de celles qui sont payables par versements annuels, le premier de ces versements devient exigible à une date fixée par règlement et postérieure à leur imposition, et les autres, à une date qui sera fixée par règlement, pour chaque année subséquente, jusqu'à paiement complet, sous réserve de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 72) et des règlements adoptés en vertu de celle-ci.».

1959-60,
c. 102,
a. 1139,
mod.

36. L'article 1139 de cette charte, modifié par l'article 62 du chapitre 97 des lois de 1960-1961, remplacé par l'article 62 du chapitre 86 des lois de 1966-1967, modifié par l'article 74 du chapitre 96 des lois de 1971, remplacé par l'article 88 du chapitre 77 des lois de 1973 et modifié par l'article 169 du chapitre 77 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement, à la fin du paragraphe 5°, des mots «vingt-cinq dollars» par les mots «cinquante dollars».

1980, c. 40,
a. 58, mod.

37. L'article 58 du chapitre 40 des lois de 1980 est modifié par le remplacement, à la troisième et à la dernière lignes, du chiffre «1980» par le chiffre «1981».

Entrée en
vigueur.

38. À l'exception de l'article 34 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1982, la présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.